

Convention collective

**IDCC : 8831. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES, SCIERIES AGRICOLES
ET PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE**

(Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère et Puy-de-Dôme)

(16 septembre 1986)

(Étendue par arrêté du 6 février 1987,
Journal officiel du 1^{er} mars 1987)

AVENANT N° 40 DU 21 JUIN 2017

RELATIF AU RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE PRÉVOYANCE

NOR : *AGRS1797237M*

IDCC : 8831

Entre

Syndicats des exploitants forestiers et scieurs des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme

Syndicats des propriétaires forestiers, sylviculteurs des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme

D'une part, et

Syndicats de la fédération générale de l'agroalimentaire CFDT des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme

Syndicats de la confédération des travailleurs chrétiens CFTC des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

À l'article 72 *bis* « Régime de prévoyance. – Incapacité, invalidité, décès » de la convention collective, dans la partie « Cotisations » :

- au paragraphe « 2. Répartition des taux », le premier alinéa est abrogé et remplacé comme suit :
« Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est de 1,30 %, à raison de 0,73 % pour les employeurs et 0,57 % pour les salariés. »
- au paragraphe « 3. Tableau récapitulatif », le premier alinéa est abrogé et remplacé comme suit :
« Les cotisations telles que fixées à l'accord d'adhésion sont réparties comme suit.

(Voir tableau page suivante.)

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire	0,50	0,50	0,00
Relais mensualisation	0,32	0,00	0,32
Invalidité + incidence réforme retraite	0,24	0,11	0,13
Décès	0,24	0,12	0,12
Total	1,30	0,73	0,57

Article 2

Le présent avenant s'applique à compter du premier jour du trimestre civil suivant la parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent avenant.

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Clermont-Ferrand, le 21 juin 2017.

(Suivent les signatures.)